



PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - MM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société  
KENSINGTON LILLE LOGISTICS PROPCO SNC  
de respecter les dispositions des articles 27.1.2, 29.4 et  
32.8 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 10  
octobre 2002 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du  
11 avril 2017 pour son établissement situé à  
HOUPLINES**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses livres I,II et V, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le Code de justice administrative, et notamment son article R421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 10 octobre 2002 à la société DISTRIPOLE LILLE METROPOLE PRD pour l'exploitation d'un entrepôt couvert destiné au stockage de matières combustibles sur le territoire de la commune d'HOUPLINES (59116), ZA "les Moulins de la Lys" ;

Vu les articles 27.1.2, 29.4 et 32.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2002 susvisé qui disposent :

Article 27.1.2 de l'APA du 10/10/2002 - Stockage

[...] Un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et la base du plafond ou de la toiture ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du dispositif d'extinction automatique.

Article 29.4 de l'APA du 10/10/2002 - Éclairage

L'éclairage est réalisé à l'aide d'énergie électrique.

Les appareils sont fixes et situés de sorte à ne pouvoir être heurtés en cours d'exploitation ou protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des produits entreposés pour éviter leur échauffement.

Article 32.8. de l'APA du 10/10/2002 - Vérification

L'ensemble des moyens de secours doit être vérifié au moins une fois par an.

Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'Inspection.

Vu l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé qui dispose :

Article 22 de l'AM 11/04/2017 - Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance

[...] L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

Vu le donner acte du 16 janvier 2019 relatif à la reprise d'exploitation du site par la société KENSINGTON LILLE LOGISTICS PROPCO SNC (France) – siège social : 134, boulevard Haussmann à PARIS (75008) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 12 octobre 2018 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant avec le rapport susvisé, par courrier en date du 22 octobre 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 13 septembre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- La fréquence de vérification périodique des portes coupe-feu n'est pas respectée ;
- La fréquence de vérification périodique des RIA n'est pas respectée ;
- La fréquence de vérification périodique des extincteurs n'est pas respectée ;
- Plusieurs RIA ne sont pas accessibles dans le bâtiment 2 ;
- L'espace minimal d'1 mètre entre les marchandises et la toiture n'est pas respecté, ce qui peut entraver le bon fonctionnement du système d'extinction automatique ;
- Une source d'éclairage est située à proximité des marchandises dans le bâtiment 3, pouvant favoriser leur échauffement.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 27.1.2, 29.4 et 32.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2002 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisés ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société KENSINGTON LILLE LOGISTICS PROPCO SNC (France) de respecter les dispositions des articles 27.1.2, 29.4 et 32.8 de l'arrêté préfectoral

d'autorisation du 10 octobre 2002 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Objet**

La société KENSINGTON LILLE LOGISTICS PROPCO SNC (France) - siège social : 134, boulevard Haussmann à PARIS (75008) - exploitant un entrepôt sis ZA "les Moulins de la Lys", sur la commune d'HOUPLINES (59116), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 27.1.2, 29.4 et 32.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2002 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en :

- vérifiant l'ensemble des portes coupe-feu, RIA et extincteurs dans un délai d'un mois ;
- organisant son stockage de manière à libérer l'accès aux RIA dans un délai d'une journée ;
- organisant son stockage de manière à libérer un espace minimal d'1 mètre entre les marchandises et la toiture dans un délai d'une journée ;
- déplaçant l'éclairage situé trop près des marchandises dans un délai d'un mois ;

à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 - Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 – Délais et voies et de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX,
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de la Transition Écologique et Solidaire – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre et en application de l'article L171-11 du Code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

### **Article 4 – Décision et notification**

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire d'HOUPLINES,

- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie d'HOUPLINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le

18 JAN. 2019

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint



Thierry MAILLES

